



DEPARTEMENT DES LANDES

REPUBLIQUE FRANCAISE

- ∴ -
**MAIRIE
DE
MESSANGES**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
de la Commune de MESSANGES

SEANCE ORDINAIRE DU 24 JANVIER 2023

**AFFAIRE N°2 – AUTORISATION ET REDEVANCE D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC POUR LE STATIONNEMENT DES TAXIS**

L'an deux mille vingt-trois le vingt-quatre du mois de janvier, à dix-huit heures.

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Commune de MESSANGES dûment convoqué s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de **M. Hervé BOUYRIE, Maire** pour la session.

Nombre de membres en exercice : 14
Nombre de membres présents et ayant votés : 13
Nombre de suffrages exprimés : 14
VOTE :
Main levée ¹ ✓ Bulletin secret ¹
- Pour : 14
- Contre : 0
- Abstentions : 0
- Nuls ou blancs : 0
Date de convocation : Jeudi 19 Janvier 2023

Présents : BOUYRIE H, CASTAGNET P,
CALORME JP, CAZES MF, VARTAVARIAN J,
COUDRAY J, PELLEGRINO M, DABBADIE G,
BOUYRIE F, LAUDOUAR E, BAMBALERE M,
LAVIELLE G, AROCENA U

Absent excusé : BOIREAU C

A donné pouvoir : BOIREAU C à CASTAGNET P

Secrétaire de séance : DABBADIE G

Monsieur le Maire

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2331-4,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article

L. 2125- 3,

CONSIDERANT la demande de Monsieur Cédric Dimbounet en date du 3 Octobre 2022 d'exercer une activité de taxi sur la commune de Messanges,

CONSIDERANT que pour permettre l'exercice de cette activité, il convient de solliciter l'avis du conseil municipal et fixer le montant de la redevance d'occupation du domaine public

Le Conseil Municipal
après en avoir délibéré, à l'unanimité,



DECIDE :

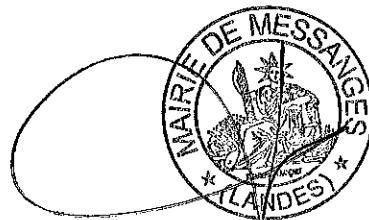
- **D'autoriser** Monsieur Cédric Dimbounet à exercer son activité professionnelle de chauffeur taxi sur la commune de Messanges et de disposer d'une place de stationnement,
- **D'instituer** à compter du 1^{er} février 2023 une tarification pour l'occupation du domaine public communal à l'égard de tout stationnement de taxi sur le domaine public, selon le détail proposé ci-dessous :
 - **50 € à l'année**
- Monsieur le Maire et Monsieur le Trésorier municipal de Soustons sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Hervé BOUYRIE